

F. 91 — 1584

6 JUNI 1991. — Arrêté royal portant organisation, fonctionnement et statut du personnel de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967;

Vu la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 23 octobre 1989;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 4 février 1988;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 21 mars 1990;

Vu l'arrêté royal du 15 novembre 1977 concernant l'application des dispositions de certains arrêtés royaux à des agents des organismes d'intérêt public, régis par l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public;

Vu l'avis du conseil de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités;

Vu les protocoles des 4 novembre 1987, 6 février 1989 et 8 janvier 1990 dans lesquels sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu le protocole du 30 avril 1991 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur XII;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 10 avril 1991;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 10 avril 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié en dernier lieu par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de rendre opérationnel sans délai l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités, en raison de l'entrée en vigueur obligatoire le 1^{er} janvier 1991 de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions de mutualités;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

— la loi du 6 août 1990 : la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités;

— l'Office de Contrôle : l'Office de Contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités, créé par l'article 49 de la loi susvisée du 6 août 1990.

CHAPITRE I^{er}. — *De l'organisation et du fonctionnement de l'Office de Contrôle*

Art. 2. L'Office de Contrôle est, conformément à la loi du 6 août 1990, géré par son conseil.

N. 91 — 1584

6 JUNI 1991. — Koninklijk besluit houdende inrichting, werking en statuut van het personeel van de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967;

Gelet op de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 oktober 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 februari 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 maart 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 november 1977 betreffende de toepassing van de bepalingen van sommige koninklijke besluiten op ambtenaren van de instellingen van openbaar nut, beheerd door het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het advies van de raad van de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen;

Gelet op de protocollen van 4 november 1987, 6 februari 1989 en 8 januari 1990 waarin de conclusies van de onderhandelingen gevoerd binnen het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsinstellingen worden vermeld;

Gelet op het protocol van 30 april 1991 waarin de conclusies van de onderhandelingen binnen het Sectorcomité XII worden vermeld;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 10 april 1991;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 10 april 1991;

Gelet op de wetten op de raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, laatst gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen onverwijld operationeel moeten worden, gelet op de verplichte inwerkingtreding op 1 januari 1991 van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

— de wet van 6 augustus 1990 : de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen;

— de Controledienst : de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, opgericht bij artikel 49 van voormelde wet van 6 augustus 1990.

HOOFDSTUK I. — *Organisatie en werking van de Controledienst*

Art. 2. Overeenkomstig de wet van 6 augustus 1990 wordt de Controledienst door zijn raad beheerd.

Celui-ci est compétent, dans le cadre des dispositions légales et réglementaires applicables, pour prendre toutes les décisions et pour accomplir tous actes de disposition et d'administration nécessaires pour la réalisation de l'objet de l'Office de Contrôle tel que cet objet est défini à l'article 49 de la loi précitée du 6 août 1990, ainsi que pour l'accomplissement des missions de l'Office de Contrôle telles que ces missions sont définies à l'article 52 de la même loi et par les autres dispositions légales et réglementaires applicables à l'Office de Contrôle.

En particulier, le conseil :

a) arrête les lignes directrices de l'action de l'Office de Contrôle, détermine l'orientation de ses activités et prend toutes décisions de politique générale;

b) nomme et révoque les membres du personnel, à l'exclusion des fonctionnaires visés à l'article 10;

c) établit le projet de budget et suit l'exécution de celui-ci sur la base de situations trimestrielles au moins;

d) dresse le compte annuel des recettes et des dépenses et arrête annuellement, au 31 décembre, la situation active et passive de l'Office de Contrôle;

e) arrête le programme d'activité.

Art. 3. Le conseil peut déléguer au président et à des fonctionnaires de l'Office de Contrôle certains pouvoirs déterminés. Ces délégations ne peuvent toutefois porter sur les compétences énumérées à l'article 2, alinéa 3; elles peuvent englober la représentation de l'Office à l'égard des tiers. Il peut autoriser des subdélégations.

Le conseil détermine la manière dont il lui sera rendu compte de l'usage fait des délégations et des subdélégations accordées en applications de l'alinéa 1^{er}.

Art. 4. Sans préjudice de l'article 8 de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, le conseil peut, pour l'accomplissement des missions visées à l'article 2, faire appel à des personnes ne faisant pas partie de l'Office. Ces personnes relèvent, pour l'accomplissement de leur mission, de l'autorité du président.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable aux missions confiées aux réviseur d'entreprises, conformément aux dispositions des articles 33 et 34 de la loi du 6 août 1990.

Art. 5. Le président convoque et préside les réunions du conseil. Il en fixe l'ordre du jour; il doit porter un point à l'ordre du jour si la demande lui en est faite par deux membres au moins. Il assure la préparation des décisions du conseil, l'étude et la mise au point des questions à lui soumettre et l'exécution de ses décisions; à cet effet, il établit les contacts nécessaires et donne les instructions appropriées.

Le président tient régulièrement le conseil informé des situations et des questions qui appellent une décision de sa part. Il fait, de même que l'administrateur général, régulièrement rapport sur l'accomplissement par l'Office des missions qui lui sont confiées par la loi ou les règlements.

Il représente l'Office à l'égard des tiers et en justice. Toutefois, dans les matières d'administration journalière, l'administrateur général représente l'Office de Contrôle.

Art. 6. En dehors des délégations qui lui sont confiées par le conseil, le président peut prendre toutes mesures urgentes. Ces mesures ne peuvent concerner les compétences énumérées à l'article 2, alinéa 2.

Art. 7. En cas d'empêchement du président, ses attributions sont exercées par le membre du conseil désigné par le conseil et à défaut d'une telle désignation, par le membre le plus ancien et, en cas d'ancienneté identique, par le membre le plus âgé.

Art. 8. La gestion journalière de l'Office de Contrôle ainsi que la représentation de l'Office à l'égard des tiers et en justice, en ce qui concerne la gestion journalière, sont assurées par l'administrateur général.

Le conseil détermine les matières et décisions qui relèvent de la gestion journalière.

L'administrateur général peut, pour les matières relevant de la gestion journalière, déléguer à des fonctionnaires de l'Office de Contrôle certains pouvoirs déterminés de décision ainsi que de représentation de l'Office à l'égard des tiers.

L'administrateur général est comptable des fonds et valeurs détenus par l'Office de Contrôle.

Binnen het kader van de toepasselijke, wettelijke en reglementaire bepalingen is de raad bevoegd om alle beschikende en administratieve handelingen te verrichten die nodig zijn om het doel van de Controledienst te bereiken, zoals dit doel omschreven is in artikel 49 van de voormelde wet van 6 augustus 1990, evenals om de opdrachten van de Controledienst te vervullen, zoals deze opdrachten omschreven zijn in artikel 52 van dezelfde wet en bij de andere wettelijke en reglementaire bepalingen die op de Controledienst van toepassing zijn.

In het bijzonder is de raad bevoegd om :

a) de hoofdlijnen van de actie van de Controledienst te bepalen, de oriëntatie van zijn activiteiten te bepalen en alle beslissingen van algemeen bestuur te nemen;

b) de personeelsleden te benoemen en te ontslaan, met uitzondering van de ambtenaren bedoeld in artikel 10;

c) het ontwerp van begroting op te maken en toezicht te houden op de uitvoering ervan op basis van toestanden die ten minste om de drie maanden worden opgemaakt;

d) de jaarrekening van ontvangsten en uitgaven op te maken en jaarlijks op 31 december de actieve en passieve toestand van de Controledienst op te maken;

e) het activiteitsprogramma op te stellen.

Art. 3. De raad kan aan de voorzitter en aan ambtenaren van de Controledienst sommige welbepaalde bevoegdheden overdragen. Deze delegaties mogen evenwel geen betrekking hebben op de in artikel 2, 3e alinea; opgesomde bevoegdheden; zij kunnen de vertegenwoordiging van de Controledienst ten aanzien van derden behelzen. Hij kan een subdelegatie toelaten.

De raad bepaalt de manier waarop hem verslag wordt uitgebracht over de uitvoering van de bij toepassing van het eerste lid verleende delegaties en subdelegaties.

Art. 4. Onverminderd artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten kan de raad voor de uitvoering van de in artikel 2 bedoelde opdrachten een beroep doen op personen die geen deel uitmaken van de Controledienst. Voor de uitvoering van hun opdracht vallen zij onder de bevoegdheid van de voorzitter.

Het eerste lid is niet van toepassing op de opdrachten die overeenkomstig de bepalingen van artikel 33 en 34 van de wet van 6 augustus 1990 aan de bedrijfsrevisoren worden toevertrouwd.

Art. 5. De voorzitter roept de vergaderingen van de raad bijeen en zit ze voor. Hij bepaalt de agenda ervan; hij moet een punt op de agenda plaatsen indien ten minste twee leden hem daarom verzoeken. Hij staat in voor de voorbereiding van de beslissingen van de raad, voor het onderzoek en het uitwerken van de vragen die hem moeten voorgelegd worden en voor de uitvoering van zijn beslissingen; daartoe legt bij de nodige contacten en geeft de passende richtlijnen.

De voorzitter licht de raad regelmatig in over de toestanden en vragen die een beslissing van zijnentwege vergen. Hij brengt, zoals de administrateur-generaal, regelmatig verslag uit over de uitvoering door de Controledienst van de opdrachten die hem bij de wet of de reglementen toevertrouwd worden.

Hij vertegenwoordigt de raad ten aanzien van derden en voor het gerecht. De administrateur-generaal vertegenwoordigt echter de Controledienst wat de materies van dagelijks bestuur betreft.

Art. 6. Behalve de hem door de raad toevertrouwde delegaties, kan de voorzitter alle dwingende maatregelen treffen. Deze maatregelen mogen geen betrekking hebben op de in artikel 2, 2e lid opgesomde bevoegdheden.

Art. 7. Wanneer de voorzitter verhinderd is, worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door het door de raad aangewezen lid van de raad en bij gebrek aan dergelijke aanwijzing, door het lid van de hoogste anciënniteit, en door het oudste lid in geval van gelijke anciënniteit.

Art. 8. Het dagelijks beheer van de Controledienst alsook de vertegenwoordiging van de dienst te aanzien van derden en in rechte, inzake het dagelijks beheer, worden waargenomen door de administrateur-generaal.

De raad bepaalt de materies en beslissingen die tot het dagelijks beheer behoren.

De administrateur-generaal kan, voor de materies die tot het dagelijks beheer behoren, bepaalde beslissingsbevoegdheden of de vertegenwoordiging van de dienst ten aanzien van derden overdragen aan ambtenaren van de Controledienst.

De administrateur-generaal is boekhouder van alle geldmiddelen en waarden die de Controledienst bezit.

Art. 9. Les tâches de l'Office de Contrôle sont exécutées par un service de contrôle financier, un service des affaires juridiques et un service des affaires générales et du personnel.

Art. 10. Les fonctionnaires désignés par Nous qui exercent une mission d'inspection en application de la loi du 6 août 1990 l'exercent conformément aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail.

CHAPITRE II. — Statut du personnel

Art. 11. § 1^{er}. Le personnel de l'Office de Contrôle est soumis à l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public;

§ 2. Dans l'article 1^{er}, § 1^{er} de l'arrêté royal du 8 janvier 1973, il est inséré un 15^o bis, rédigé comme suit :

« 15^o bis Office de Contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités ».

§ 3. Les échelles de traitements des grades particuliers de l'Office de Contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités sont fixées comme suit :

1. Personnel administratif

Administrateur général
Premier conseiller-documentaliste
Conseiller technique
Premier attaché
Attaché
Inspecteur comptable
Inspecteur adjoint principal
Inspecteur adjoint de 1^{re} classe
Inspecteur adjoint de 2^e classe
Chef de l'économat

2. Personnel de maîtrise

Premier ouvrier spécialiste
Ouvrier qualifié B

Art. 12. Les personnes, désignées par Nous sur avis du Conseil de l'Office du personnel occupé au service de l'assurance maladie-invalidité du Ministère de la Prévoyance sociale ou au service du contrôle administratif de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité sont transférées à l'Office de Contrôle, dans le grade ou dans un grade équivalent à celui qu'ils assument audit service; ils conservent l'avantage de leur statut administratif et de leur statut pécuniaire.

Ces personnes peuvent également être transférées par Nous à l'Office de Contrôle dans un autre grade que celui qu'elles occupent aux services susmentionnés; en ce cas, il est tenu compte de leur ancienneté administrative et pécuniaire.

Art. 13. § 1^{er}. Les agents mis à la disposition de l'Office de Contrôle sur base de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 fixant la situation administrative des agents de l'Etat chargés d'une mission, bénéficient durant l'accomplissement de leur mission d'une indemnité égale à la différence entre le traitement auquel ils ont droit dans leur administration d'origine et le traitement correspondant au grade auquel ils sont effectivement désignés auprès de l'Office.

§ 2. La présente disposition s'applique également aux Magistrats sur base des dispositions de l'article 327 de la loi du 10 octobre 1967 modifié par la loi du 25 juillet 1974.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 15. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 juin 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. BUSQUIN

Art. 9. De taken van de Controledienst worden uitgevoerd door een dienst voor financiële controle, een dienst juridische zaken en een dienst algemene zaken en personeelszaken.

Art. 10. De door Ons aangestelde ambtenaren die een inspectie-opdracht vervullen bij toepassing van de wet van 6 augustus 1990, vervullen deze overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie.

HOOFDSTUK II. — Statuut van het personeel

Art. 11. § 1. Het personeel van de Controledienst wordt onderworpen aan het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut;

§ 2. In artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 wordt een 15^o bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 15^o bis Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen ».

§ 3. De weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden van de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen worden vastgesteld als volgt :

1. Administratief personeel

16/1 Administrateur-generaal
14/3 Eerste adviseur dokumentalist
13/2 Technisch adviseur
11/3 Eerste attaché
10/1 Attaché
10/1 Inspecteur boekhouding
25/2 E.a. adjunct-inspecteur
24/1 Adjunct-inspecteur 1^e klasse
22/3 Adjunct-inspecteur 2^e klasse
35/1 Hoofd van de huishoudelijke dienst

2. Meesterspersoneel

43/5 Eerste vakman
42/3 Geschoold werkman B

Art. 12. De door Ons op advies van de Raad van de Controledienst aangeduide personen onder de personeelsleden tewerkgesteld bij de dienst ziekte- en invaliditeitsverzekering van het Ministerie van Sociale Voorzorg of tewerkgesteld bij de dienst voor administratieve controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, worden overgeplaatst naar de Controledienst in de graad die zij in voornoemde dienst bekleden of in een gelijkwaardige graad; zij behouden het voordeel van hun administratief statuut en van hun geldelijk statuut.

Die personen kunnen door Ons naar de Controledienst ook overgeplaatst worden in een andere graad dan die welke zij in voornoemde diensten bekleden; in dat geval wordt rekening gehouden met hun administratieve en geldelijke anciënniteit.

Art. 13. § 1. De personeelsleden ter beschikking van de Controledienst op grond van het koninklijk besluit van 13 november 1967 tot vaststelling van de administratieve toestanden van de Rijksambtenaren die met een opdracht worden belast, zijn tijdens het vervullen van hun opdracht gerechtigd op een vergoeding gelijk aan het verschil tussen de wedde waarop zij in hun administratie van oorsprong recht hebben en de wedde die overeenstemt met de graad waarin zij bij de Controledienst effectief aangesteld zijn.

§ 2. Deze bepaling is ook van toepassing op de Magistraten op grond van de bepalingen van artikel 327 van de wet van 10 oktober 1967 gewijzigd door de wet van 25 juli 1974.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 15. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juni 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. BUSQUIN